

Brochure n° 3286

Convention collective nationale
IDCC : 1982. – NÉGOCE ET PRESTATIONS DE SERVICES
DANS LES DOMAINES MÉDICO-TECHNIQUES

AVENANT N° 1 DU 1^{ER} JUILLET 2010
RELATIF À LA PRÉVOYANCE

NOR : ASET1051238M
IDCC : 1982

Entre :

Le SYNALAM,

D'une part, et

La FS CFTD ;

La CFTC ;

La FNECS CFE-CGC ;

La FNIC CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

*Modification de l'article 9.1 « Incapacité temporaire de travail »
de l'accord du 4 juin 2009*

Les 1^{er} et 2^e alinéas de l'article 9.1 de l'accord du 4 juin 2009 sont désormais libellés comme suit :

« La garantie vise à assurer un complément de revenus aux salariés en arrêt de travail pour maladie ou accident (y compris accident du travail et maladie professionnelle), percevant à ce titre des indemnités journalières

de la sécurité sociale, ou non pris en charge par cet organisme dans la mesure où ils ne remplissent pas les conditions d'ouverture de droits en termes de cotisations ou d'heures travaillées selon le cas. Ce versement intervient :

- en relais et complément du maintien de salaire à charge de l'employeur au titre de ses obligations légales ou conventionnelles, pour les salariés ayant l'ancienneté requise pour en bénéficier ;
- à défaut à compter du 31^e jour d'arrêt continu.

Le montant de l'indemnité journalière, fixée en pourcentage du 360^e du salaire de référence brut, sous déduction des prestations de la sécurité sociale (reconstituée de manière théorique pour les salariés sans droits) et le cas échéant, du maintien de salaire à charge de l'employeur au titre de ses obligations légales ou conventionnelles, est de :

	COLLÈGE CADRE	COLLÈGE NON-CADRE
Montant de l'indemnité journalière	80 %	75 %

Article 2

*Modification de l'article 7 « Garantie rente d'éducation »
de l'accord du 4 juin 2009*

Le 2^e alinéa de l'article 7 de l'accord du 4 juin 2009 est désormais libellé comme suit :

« – la rente est doublée lorsque l'enfant est ou devient orphelin de père et de mère. »

Article 3

Date d'effet. – Dépôt. – Extension

Le présent avenant prend effet le premier jour du mois civil qui suit la publication au *Journal officiel* de l'arrêté d'extension.

Les parties signataires conviennent de demander au ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville, l'extension du présent avenant, afin de le rendre applicable à l'ensemble des entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective du négoce et prestations de services dans les domaines médico-techniques.

Fait à Paris, le 1^{er} juillet 2010.

(Suivent les signatures.)